



# Les voitures électriques devraient être bientôt taxées

**MOBILITÉ** Le Conseil fédéral veut que la mobilité électrique participe davantage au financement des routes. Du côté du parlement, le débat s'annonce tendu.

C'est une nouvelle qui est presque passée inaperçue mercredi dernier. Alors que le Conseil fédéral appelait les Suisses à constituer des réserves de fioul pour se chauffer cet hiver, il a - dans la foulée - pris une décision qui visera les propriétaires de véhicules... électriques.

À l'horizon 2030 au plus tard, il prévoit que les véhicules à propulsion alternative soient soumis à une redevance spécifique pour participer au financement des infrastructures. En effet, c'est aujourd'hui l'impôt sur les huiles minérales, donc l'essence et le diesel, qui génère les principales recettes destinées aux infrastructures et, pour 40%, aux finances de la Confédération.

Seulement, le constat est implacable: les Suisses ne sont pas restés sourds aux appels à électrifier la mobilité en vue d'atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre. En 2021, c'était ainsi la Tesla Model 3 qui était le véhicule le plus vendu en Suisse et il y a fort à parier que, depuis l'envolée des prix de l'essence, cette tendance soit encore plus marquée au premier semestre 2022. Et qui dit moins de voitures à propulsion thermique dit moins de recettes dans les caisses.

Ainsi, le Conseil fédéral prévoit l'introduction d'une nouvelle taxe visant spécifiquement les véhicules électriques et alternatifs, qui prendra vraisemblablement la forme d'un montant fixe par kilomètre parcouru.

Mais face à l'engouement pour les véhicules électriques, l'horizon 2030 paraît bien trop loin. C'est en tout cas l'avis de Martin Candinas, conseiller national (Le Centre/GR) et membre de la Commission des transports. Il déclare ce samedi dans le «Tages-Anzeiger» que le parlement devrait s'en saisir dans les deux prochaines années. Conscient que le sujet est complexe car, dès qu'il s'agit de taxer la mobilité, les Suisses se montrent plus que sceptiques (échec de la vignette à 100 francs et de la loi sur le CO<sub>2</sub>), l'élu grison estime qu'il ne faut pas avoir peur d'empoigner le dossier. «Le sujet est brûlant mais il ne se calmera pas si nous restons assis», dit-il.



**«Le sujet est brûlant mais il ne se calmera pas si nous restons assis.»**

Martin Candinas, conseiller national (Le Centre/Grisons)

Membre, elle aussi, de la Commission des transports, Isabelle Pasquier-Eichenberger (Les Verts/GE) se dit consciente de la baisse de ces recettes, mais regrette la forme choisie par le Conseil fédéral. «La solution proposée ne vise qu'à combler un manque en finançant encore les infrastructures. Il aurait été préférable de s'investir dans la voie de la tarification globale de la mobilité dont le projet n'avance plus depuis plusieurs années.»

Mais pour Martin Candinas, cette idée est vouée à l'échec. «Les expériences ont montré que cela est très mal accepté.» Le compromis n'est pas encore trouvé. JULIEN WICKY